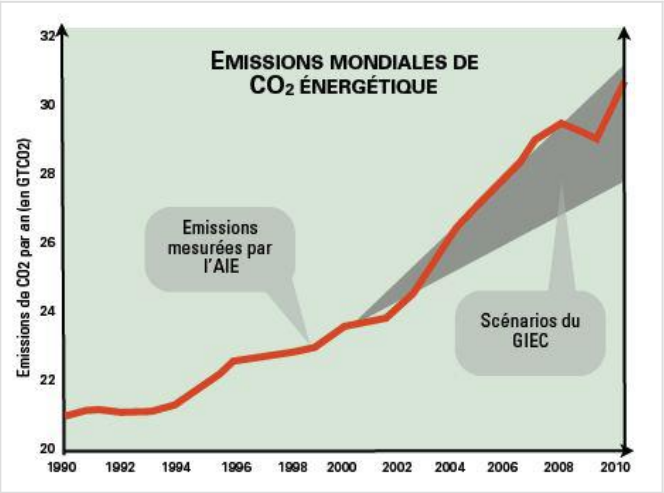
Le 5ème rapport du GIEC illustre l'urgence climatique et l'impuissance capitaliste



Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) a rendu le 13 avril un rapport complet sur les changements climatiques. Il s'agit du 5ème rapport depuis celui de 1990, qui actait déjà la reconnaissance par la communauté scientifique du lien direct entre émissions de gaz à effet de serre et tendance au réchauffement. Dans la sphère politique, cela a donné lieu à beaucoup d'agitation depuis 25 ans : Convention-cadre des Nations unies, Protocole de Kyoto, trois Sommets de la Terre, Conférence de Copenhague… Dans l'atmosphère en revanche, c'est une accélération des émissions que l'on constate. La trajectoire suivie aurait même dépassé le pire des scénarios que faisait le GIEC, s'il n'y avait pas eu le krach de 2008[1].

90 entreprises sont responsables de 2/3 des émissions

La grande mode à présent est de pointer du doigt la Chine, qui a détrôné en 2006 les États-Unis comme plus gros émetteur au monde. Mais d'une part, aussi bien les États-Unis, que le Japon et l'Union européenne ont vu leurs émissions augmenter, et d'autre part, le boom des émissions de la Chine est en majeure partie lié aux nombreuses délocalisations d'industries. Or le CO_2 des multinationales n'a pas de patrie, et vu la destination de l'essentiel de la production mondiale, c'est surtout sur le compte des vieux pays impérialistes qu'il faudrait le mettre. Une étude de 2013 vient d'ailleurs rappeler que 90 entreprises sont responsables de 2/3 des émissions[2].

« Menaces sur la stabilité mondiale »

Les rouages – complexes – du climat et des conséquences du réchauffement / dérèglement sont de mieux en mieux connus. On connaît de plus en plus de conséquences possibles en plus de la fameuse montée des eaux d'un mètre d'ici à 2100 : propagation de maladies facilitée, accentuation à la fois des sécheresses et inondations, perturbation d'écosystèmes entiers et de l'agriculture… Aujourd'hui, un tiers des espèces vivantes sont menacées. En se découvrant toujours plus de sa calotte, le pôle Nord est en train de devenir un nouveau terrain de luttes entre impérialistes pour les hydrocarbures, les minerais…

Le rapport confirme également qu'à l'échelle mondiale, les pays dominés subiront davantage les crises écologiques, et en particulier l'Afrique et l'Amérique du sud sont plus exposées à l'insécurité alimentaire. Et au sein de chaque pays, les conséquences seront différentes selon la classe sociale.

Mis bout-à-bout, ces risques sont jugés si importants que le rapport du GIEC évoque des risques pour la stabilité mondiale.

« *Le changement climatique peut indirectement augmenter les risques de conflits violents comme les guerres civiles ou les affrontements inter-groupes, en amplifiant des déterminants bien connus de ces conflits, comme la pauvreté et les chocs économiques* ».

On voit toute l'ambiguïté de cette notion de « stabilité ». De quels « affrontements inter-groupes » s'agit-il ? Nous ne voulons pas d'un avenir fait de déplacements massifs de populations et de guerres fratricides pour les ressources, alors que dans ce système qui ne profite qu'à une minorité, tant de ressources sont gâchées et accaparées. Mais précisément pour mettre hors d'état de nuire les dirigeants qui mènent la locomotive droit dans le mur, il faut que la majorité travailleuse s'empare des outils de production (et de pollution). Il s'agit de changer le moteur de la locomotive, afin de produire pour satisfaire les véritables besoins, alors qu'aujourd'hui une production hors de notre contrôle façonne nos besoins pour écouler la camelote capitaliste. Cet « affrontement inter-groupe » là, la lutte de classe, est légitime et nécessaire.

Le GIEC appelle à une « révolution économique » … De quoi s'agit-il ?

Le GIEC ne prône bien sûr pas cette voie. L'objectif de repli serait de limiter le réchauffement à 2°C – seuil qui sera franchi dès 2030 – ce qui suppose de réduire les émissions mondiales entre 40 % et 70 % d'ici 2050 et de les ramener à un niveau « proche de zéro », d'ici la fin du siècle. « Si les gouvernements le veulent », il est encore possible d'enclencher une « révolution économique » avec les technologies existantes, nous dit le rapport du GIEC. Quelle révolution ?

On retrouve prônée l'amélioration de l'efficacité énergétique, dans la continuité de ce que l'on entend depuis plus de 30 ans. L'efficacité s'est perfectionnée dans la plupart des domaines, mais en étant bien incapable de compenser la croissance de la production et du commerce. Ce n'est donc pas là qu'est la nouveauté.

En termes de solutions techniques un peu plus musclées, le GIEC propose de s'en remettre aux « énergies bas carbone ». Ce terme, issu directement de l'influence de certains lobbies, regroupe aussi bien les énergies renouvelables, que les centrales nucléaires et les agrocarburants. Or les dangers de la fission nucléaire et le problème de ses déchets ne sont plus à démontrer, ni la tendance des carburants agricoles à

supplanter des terres utilisées par l'agriculture vivrière des pays pauvres. On sait aussi que les énergies renouvelables seront les perdantes de ce trio, n'offrant pas une rentabilité suffisante aux capitalistes pour qu'ils s'y intéressent vraiment.

Autre idée empoisonnée : il faudrait soi-disant développer le captage-stockage du CO_2. C'est-à-dire injecter sous terre le CO_2 émis. Une excellente couverture « verte » pour justifier que les grandes compagnies pétrolières et minières continuent à exploiter leurs stocks (encore plus de 150 ans de charbon à écouler). Et peu importe les énormes risques, locaux et climatiques, que ces bulles de CO_2 feraient courir à l'humanité.

Conclusions - collusions

Les conclusions des rapports du GIEC sont donc clairement à rejeter. Celles-ci ont un poids dans la politique internationale, et elles sont donc très lourdement influencées par un intense lobbying. La reconnaissance internationale du travail des centaines de chercheurs du GIEC est utilisée ici précisément pour donner à ces conclusions une apparence de nécessité objective.

Mais nous n'avons pas à choisir entre la peste et le choléra. Il est possible de sortir rapidement du nucléaire, du pétrole et du charbon. Cela nécessite de débloquer l'argent que les capitalistes refusent d'investir dans les énergies renouvelables, et surtout, de mettre fin au mode de production capitaliste, à ses aberrations et à son productivisme. Cela, ce n'est pas une solution technique, mais une solution sociale : la planification en fonction des besoins, que seuls les travailleur-se-s peuvent mettre en place.

1Mais qui aussi entraîné une baisse des investissements en économies d'énergie (-20 % en 2009).

2http://www.bastamag.net/90-entreprises-sont-responsables

Julien Varlin, le 21 avril 2014